

Conseil de Justice Environnementale (EJC)

Réunion n° 21

Le jeudi 21 août 2025

Lieu : Drury High School, 1130 Church St, North Adams, MA, 01247
De 18h30 à 20h00

Procès-verbal

Lieu de réunion : En présentiel

Documents de réunion : Ordre du jour, Diapositives

Membres du Conseil :

- María Belén Power, Sous-secrétaire de l'Equité et de l'EJ à l'EEA (en présentiel)
- Marcos Luna - en présentiel
- Jen Salinetti- en présentiel

- Kalila Barnett – participation virtuelle
- Madeline Fraser Cook- participation virtuelle
- Melissa Ferretti- participation virtuelle
- Patricia Spence- participation virtuelle

- Cheryll Holley - absente
- Caroline Hon- absente
- Lydia Lowe - absente
- Peter Maathey - absent
- Sofia Owen - absente
- Ari Zorn - absent
- Miles Gresham - absent

1. Accueil et Aperçu de la Logistique de la Réunion

María Belén Power a souhaité la bienvenue à tous les participants.

Sophia Spungin a fourni une vue d'ensemble de la logistique de la réunion, y compris l'utilisation de la boîte de questions et réponses (Q&A) et la disponibilité des interprètes.

2. Aperçu de l'ordre du jour

María Belén Power passe en revue l'ordre du jour de la réunion.

3. Appel / Approbation du Procès-Verbal de la Précédente Réunion

Maria Belen a procédé à un appel nominal des membres de l'EJC. Au début de la réunion, les membres suivants du conseil étaient présents : Marcos Luna, Jen Salinetti, Kalila Barnett, Madeline Fraser Cook, Melissa Ferretti et Patricia Spence.

Les membres suivants du conseil n'étaient pas présents : Cheryl Holley, Caroline Hon, Lydia Lowe, Peter Maathey, Sofia Owen, Ari Zorn et Miles Gresham.

María Belén a reconnu l'absence de quorum pour cette réunion. En l'absence de quorum, les membres du conseil ne pourront ni voter ni prendre de décisions.

4. Première séance publique de questions et réponses

Les participants virtuels ont formulé des commentaires et des questions :

- Un participant a demandé qu'une modification soit apportée au procès-verbal de la réunion EJC 17 afin de corriger l'origine de l'organisation (Taunton, MA). Le participant a exprimé ses inquiétudes concernant les problèmes de sécurité et de santé publiques environnementales à Taunton, dans le Massachusetts.
- Un participant a exprimé son inquiétude quant à la suppression d'une subvention pour la justice environnementale et à la constance de l'accessibilité et de l'inclusivité des réunions des agences du Bureau exécutif du Massachusetts.

5. Présentation sur la loi « Massachusetts Ready Act » (projet de loi sur les obligations environnementales)

L'intervenante invitée, **la Sous-Secrétaire à l'Environnement, Stephanie Cooper**, du **Bureau Exécutif de l'Énergie et des Affaires Environnementales du Massachusetts**, a présenté un aperçu de la loi « Massachusetts Ready Act ». La loi « Massachusetts Ready Act » vise à renforcer et à protéger les communautés face au défi du changement climatique. La Sous-Secrétaire Cooper a présenté les plans élaborés pour établir l'objectif stratégique suivant : mettre en place des infrastructures résilientes, restaurer les rivières, réparer les parcs d'État, réduire les déchets solides, donner la priorité à la nature et lutter contre les contaminants environnementaux.

Les membres du conseil se sont renseignés sur la capacité du conseil à donner son avis sur le processus, sur les détails du fonds de prêt renouvelable, sur les préoccupations concernant la levée des restrictions de permis ayant un impact sur les communautés autochtones, sur les lignes directrices et les processus d'approvisionnement, et sur les possibilités dont dispose l'EJC pour soutenir les communautés EJ et les organisations communautaires.

6. Deuxième séance publique de questions et réponses

Les participants publics virtuels et en présentiel ont fourni des commentaires, des questions et des suggestions.

- Un participant du public a insisté sur la nécessité de mettre des fonds de roulement à la disposition des communautés défavorisées et, à terme, sur la possibilité d'annuler ces fonds. De plus, le participant a reconnu la difficulté de maintenir des subventions remboursables pour les petits groupes locaux de justice environnementale. En ce qui concerne l'accès linguistique, le participant a encouragé la possibilité de fournir les demandes de propositions de subvention en plusieurs langues.
- Un participant virtuel a exprimé son inquiétude quant à la suppression des références à la justice environnementale et à la diversité. De plus, le participant a demandé que les populations défavorisées sur le plan environnemental à Cape Cod puissent donner leur avis sur les sites Superfund.
- Un participant virtuel a exprimé son inquiétude de ne pas avoir pu obtenir de réponses du Département de la conservation et des loisirs.
- Un participant virtuel du comté de Berkshire a exprimé son inquiétude face aux crises sanitaires à Pittsfield, dans le Massachusetts. Cela inclut les problèmes de santé liés à la proximité des sites Superfund.
- Un participant du public des Berkshires a souligné l'importance de privilégier les éléments « micro » (c'est-à-dire l'accès linguistique, les possibilités de subventions accessibles aux communautés) qui sont tangibles pour les petites communautés. Le participant a encouragé les relations individuelles avec les communautés.

Les commentaires issus de la boîte Questions-Réponses sont répertoriés ci-dessous.

#	Question	Nom du demandeur	Réponse
1	Qu'en est-il du développement de la main-d'œuvre pour les emplois et les entreprises liés à l'agriculture, à la pêche, aux activités récréatives aquatiques ? Et pour notre Youth Conservation Corps : l'apprentissage des jeunes et le développement de carrière dans le secteur de l'environnement ?	John G Andrade	Nous sommes d'accord, tout cela est important et nous le soutenons, par exemple le programme Conservation Fellows du DCR et le conseil de leadership des jeunes du MDAR, qui sont financés par des fonds de fonctionnement.
2	Que signifie soutenir les exploitations agricoles si cela ne signifie pas leur donner accès à davantage de financements pour renforcer leur résilience climatique ? S'agit-il simplement d'allouer des fonds aux programmes existants ?	Angela Roell	Le projet de loi autorisera toute une série de programmes de financement destinés à soutenir les exploitations agricoles comme celles décrites ici : https://www.mass.gov/guides/agricultural-grants-and-financial-assistance-programs

7. Prochaines Étapes et Ajournement

María Belén a rappelé aux membres du conseil la prochaine réunion qui aura lieu le **23 octobre** à **Leominster, MA**.

María Belén a clôturé la réunion à 20h33.